

# La diplomatie belge déserte le Congo

**La Belgique perd du terrain en République démocratique du Congo. Depuis plus d'un an, elle n'a plus d'ambassadeur sur place. Le secteur économique belge commence à s'inquiéter.**

**A** quoi donc joue la Belgique au Congo ? Alors que les élections approchent à grands pas, les ambassades étrangères ont remplumé leurs effectifs et redoublent de vigilance.

La diplomatie belge, elle, pousse l'opposition à s'unir pour contrer le dauphin du président Joseph Kabila. Mais de loin. Car sur place, la présence belge est équivalente à zéro. Les relations officielles ont atteint leur niveau le plus bas depuis les grandes crises belgo-zaïroises du début des années 90.

La brouille a débuté lorsque le président a prolongé de deux ans un mandat qui arrivait à expiration. Le gou-

vernement congolais accuse Bruxelles d'ingérence dans le processus politique et d'avoir, à différents niveaux, dressé la communauté internationale contre le régime.

Depuis plus d'un an, la Belgique n'a plus d'ambassadeur sur place. La nouvelle ambassade ressemble à un vaisseau fantôme. Des mesures de rétorsion congolaises, que l'on croyait passagères, se sont installées durablement.

Des pays membres de l'espace Schengen avaient accepté de déléguer à des fonctionnaires belges le soin de délivrer les visas vers l'Europe, mais la fermeture de la Maison Schengen à Kinshasa a oblitéré les procédures. Les partenaires, d'ailleurs, com-

mencent à s'agacer du blocage.

Du point de vue économique, Brussels Airlines a fait les frais de l'inimitié : la compagnie aérienne a perdu trois fréquences hebdomadaires, remplacées par Turkish Airlines ou Ethiopian Airlines.

Les hommes d'affaires assurent que leur nationalité belge ne joue plus en leur faveur. « *C'est une catastrophe, confie l'un d'eux. Nous essayons de nous faire oublier, de nous fondre dans le paysage. Dans des domaines où l'expertise belge était reconnue, des contrats sont signés avec d'autres intervenants.* »

Un observateur local parle même « *d'échec total* ». ■

# La diplomatie belge est aux abonnés absents à Kinshasa

## RD CONGO Bruxelles n'a plus d'ambassadeur sur place depuis près d'un an

- ▶ A quoi joue la Belgique au Congo ?
- ▶ Une chose est sûre : elle perd du terrain face à d'autres pays comme la France qui ne demande qu'à prendre la place de l'ancienne puissance coloniale.
- ▶ Les milliers de Belges sur place se posent beaucoup de questions à l'approche des élections du 23 décembre.

### ENQUÊTE

**A** cinq semaines des élections, le Congo est entré dans une nouvelle phase d'incertitudes. Difficile de savoir si la Commission électorale (Ceni) réussira à tenir son pari et le risque de troubles ne doit pas être écarté. Dans cette perspective, les ambassades étrangères ont renforcé leurs effectifs et redoublent de vigilance. Au sein de l'Union européenne, on débat sur l'opportunité de renouveler les sanctions (gel des avoirs à l'étranger, interdiction de voyage) qui frappent des personnalités jugées responsables de la répression violente des manifestations du début de l'année.

La diplomatie belge, elle, s'est longtemps efforcée de pousser l'opposition à s'unir autour d'une candidature unique, encourageant de nombreuses réunions qui se sont tenues à Genval, à Bruxelles, en Afrique du Sud et à Genève. Le gouvernement belge considérait, à juste titre, que dans un scrutin réduit à un seul tour, seul un candidat fédérant toute l'opposition aurait des chances de l'emporter face à la « machine » mise en œuvre par la majorité présidentielle, le Front commun congolais (FCC), une vaste coalition rassemblant plus de 250 partis et associations.

### Vaisseau fantôme

A l'étranger, la diplomatie belge s'est montrée très active auprès de l'opposition qui est cependant demeurée peu fiable et divisée ainsi qu'on a pu le voir à Genève le week-end dernier lorsque deux ténors, Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe, se sont rétractés quelques heures seulement après avoir voté pour Martin Fayulu comme candidat unique.

Si l'activité diplomatique n'a pas manqué, sur le terrain congolais proprement dit l'ancienne puissance coloniale n'a jamais autant brillé par son absence. La nouvelle ambassade de Belgique, au milieu du boule-

vard du 30 Juin, ressemble à un vaisseau fantôme, et les relations officielles entre Bruxelles et Kinshasa ont atteint leur niveau le plus bas depuis les grandes crises belgo-zaïroises du début des années 90. A tel point qu'à quelques semaines de la réouverture du Musée de l'Afrique à Tervuren, on ignore encore quelle personnalité congolaise représentera notre ancienne colonie qui a pourtant fourni au musée l'essentiel de ses trésors...

Depuis le début de l'année, l'ambassadeur en poste à Kinshasa, Bertrand de Crombrughe, rappelé puis déchargé de ses fonctions, n'a pas été remplacé tandis que la RDC n'a pas d'ambassadeur à Bruxelles depuis plus d'un an et demi.

Des mesures de rétorsion congolaises, que l'on croyait passagères, se sont installées durablement. Côté économique, Brussels Airlines, qui a perdu trois fréquences hebdomadaires dans l'aventure, est progressivement remplacée par d'autres compagnies comme Turkish Airlines ou Ethiopian Airlines.

### Maison Schengen

Côté consulaire, la fermeture de la Maison Schengen (où les pays membres de l'espace éponyme avaient accepté de déléguer à des fonctionnaires belges le soin de délivrer des visas vers l'Europe) s'avère être un véritable désastre. Dans un premier temps, cette décision prise par les autorités congolaises ressemblait fort à une « autopunition », car elle touchait des nationaux désireux de voyager vers le Vieux-Continent. Les scientifiques et les artistes ont été les premières victimes de ces mesures. Et au fil des mois, nombreux sont les Congolais qui ont découvert que l'herbe était aussi verte ailleurs, en Turquie ou en Afrique du Sud, par exemple, et qu'il était possible de négocier certains visas séparés avec des pays comme la France et l'Espagne.

Pire, la Belgique est désormais

privée d'une précieuse source d'informations et de contacts car dans un pays comme le Congo, la délivrance de visas n'est jamais un simple acte technique. Et les partenaires qui avaient cédé à la Belgique la maîtrise du « verrou Schengen » commencent à s'agacer du blocage et à rechercher des solutions alternatives.

Alors qu'avant la crise, la Belgique se réjouissait d'avoir placé ses diplomates à des postes clés (Bart Ouvry comme représentant de l'UE à Kinshasa, Koen Vervaeke comme directeur Afrique de l'UE) et que le siège au Conseil de Sécurité (obtenu entre autres grâce à l'« expertise » africaine) semblait renforcer la capacité d'influence de notre pays, la réalité apparaît désormais bien différente : les liens se distendent durablement, les hommes d'affaires assurent que leur nationalité belge ne joue plus en leur faveur, et, surtout, si elle est loin d'être muette depuis Bruxelles, à Kinshasa, la diplomatie belge semble aveugle sinon sourde et en tout cas singulièrement déforcée.

### « Une catastrophe »

*« C'est une catastrophe, nous assure un homme d'affaires local, nous essayons de faire oublier notre nationalité, de nous fondre dans le paysage... Dans des domaines où l'expertise belge était reconnue, des contrats sont signés avec d'autres intervenants. Par exemple, c'est une association entre l'Espagne et la Chine qui a décroché le méga-contrat de la centrale hydroélectrique Inga 4... »*

A maintes reprises, le ministre des Affaires étrangères congolais

She Okitundu et le porte-parole du gouvernement Lambert Mende ont rappelé les griefs congolais. Ils accusent le gouvernement belge d'ingérence dans le processus politique depuis 2016 (lorsque le président Kabila avait prolongé de deux ans un mandat qui arrivait à expiration) et d'avoir, à différents niveaux, dressé la communauté interna-

tionale contre le régime sinon dicté les sanctions qui frappent certains dirigeants dont le « dauphin » de Kabila, Emmanuel Shadary.

Comment expliquer ce qu'un observateur local appelle un « échec total », c'est-à-dire l'effacement de la diplomatie belge dans sa principale zone d'influence ? Comment un homme intelligent, un diplomate avisé tel que Didier Reynders a-t-il pu s'enfermer dans le piège congolais, au point d'être « doublé » par le Premier ministre Charles Michel lui-même ? Ce dernier mène une sorte de diplomatie parallèle et, à New York, s'entretient en tête à tête avec Kabila durant une heure trente alors que son ministre des Affaires étrangères attend dans un couloir...

### Pari prématuré

Plusieurs explications sont avancées. La plus évidente est qu'en rappelant son ambassadeur, un homme censé, de par ses fonctions, de parler avec tout le monde et d'entretenir des contacts multiples (ce qui lui fut reproché...), le ministre s'est bouché les yeux et les oreilles.

La deuxième est que le pari sur certains membres de l'opposition devenu des familiers de la rue des Quatre Bras, comme Moïse Katumbi et ses lieutenants, est apparu prématuré. Malgré sa popularité, ses relations et ses moyens financiers, l'ancien gouverneur du Katanga, parti en campagne trop tôt, a été rattrapé par des problèmes de passeport et de nationalité et n'a pu déposer sa candidature.

### « Sans Kabila »

Le gouvernement belge semble également avoir oublié que les Congolais ont des solidarités multiples et qu'entre les plus radicaux des opposants et les hommes au pouvoir, des passerelles subsistent. L'accord puis le reniement de Genève viennent encore de démontrer que des op-

posants d'aujourd'hui peuvent être « repêchés » demain tandis que ceux qui crient le plus fort sont en même temps des transfuges du pouvoir prêts à y retourner. L'argent irrigue ces circuits parallèles.

Le gouvernement belge a aussi caressé – officieusement – l'idée d'une « transition sans Kabila », c'est-à-dire une autorité transitoire qui préparerait, dans les règles et avec l'aval des partenaires extérieurs, des élections transparentes, démocratiques et inclusives, auxquelles participe-

raient donc les personnalités invalidées par la Ceni. Pour diriger cette « transition citoyenne », des noms avaient circulé, tel celui du cardinal Monsengwo (aujourd'hui mis à la retraite par le pape François), ou encore celui du docteur Mukwege, devenu Prix Nobel de la paix 2018.

Cette hypothèse, qui séduisait des intellectuels et des activistes des droits de l'homme, ne répondait cependant pas à deux questions importantes : comment faire partir un Kabila qui n'a cessé de renforcer son armée et comment vaincre la réticence

des voisins africains, peu désireux d'encourager un saut périlleux qui pourrait se reproduire chez eux ?

Reste à essayer de sortir de cette crise qui entraîne des effets négatifs tant pour le Congo que pour la Belgique. D'ici au 23 décembre, si les élections ont lieu, on ne doit guère s'attendre à des inflexions majeures. Mais si, ensuite, la passation des pouvoirs devait se dérouler sans trop d'incidents, la réconciliation avec la Belgique, inévitablement, s'inscrirait dans les priorités du nouveau « patron » du Congo. De

part et d'autre, il y aura un prix à payer.

Au Congo, il s'agira, au minimum, de décrire le climat politique, de libérer les opposants et autres « prisonniers emblématiques » et de calmer la rhétorique nationaliste de certains témoins. Côté belge, il faudra envisager un allègement des sanctions et, progressivement, une normalisation des relations entre les deux pays... Didier Reynders sera-t-il en mesure de négocier un tel virage ? ■

COLETTE BRAECKMAN  
et PHILIPPE DE BOECK

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### Avis de prudence

Sans que le dispositif sécuritaire ait été renforcé pour autant par du personnel supplémentaire, le ministère des Affaires étrangères maintient son communiqué publié durant l'été, qui déconseillait « les voyages non essentiels ». Mentionnant l'épidémie d'Ebola qui sévit dans la région de Beni, le communiqué relève aussi « une augmentation d'attaques violentes et de braquages, parfois à main armée, visant la population locale comme les expatriés, dans les quartiers populaires mais aussi dans le centre-ville (la Gombe) et recommande la plus grande prudence. Compte tenu d'éventuelles manifestations, les Belges se trouvant sur place sont invités à faire preuve d'une vigilance accrue et il leur est déconseillé de se trouver dans les parages des manifestations ».

A part ces conseils de prudence, les Affaires étrangères assurent que les dispositifs habituels, dont le « plan Pyramide » seront appliqués en cas de troubles, mais sans autre mobilisation.

# entourage Les hommes de l'ombre des libéraux

Qui a pu influencer un homme froid et rationnel comme Didier Reynders ? Le nom de son « directeur Afrique » Renier Nijskens, qui fut ambassadeur à Kinshasa et entretint des relations difficiles avec Kabila père, est fréquemment cité. Il est connu comme un homme sûr de ses convictions et volontiers intransigeant.

Revient également le nom de George Forrest... Proche des libéraux, mais plus proche du « clan Michel » que de Reynders, en bons termes avec l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi, l'homme a le bras long et la rancune tenace. Durant longtemps, il s'est estimé lésé par le régime qui l'a dépossédé de la Société du terril de Lubumbashi (STL), qui retraitait des déchets contenant du cuivre, mais aussi du germanium, de l'or et autres métaux rares. Un litige financier, portant sur de

lourdes créances impayées par Kinshasa, a longtemps opposé Georges Forrest à l'Etat congolais et même si aujourd'hui le calme semble revenu et que l'homme d'affaires a réussi à sauver ce qui pouvait l'être, l'amertume demeure et les dernières illusions se sont enfuies, partagées par d'autres entrepreneurs belges qui déplorent le degré élevé de la corruption.

Les milieux d'affaires belges, déçus ou écartés à l'instar de la société Zetes, qui avait naguère fourni les cartes d'électeurs, ont pu influencer les ministres libéraux.

D'aucuns expliquent aussi l'intransigeance de Reynders par des calculs politiques : on connaît ses bonnes relations avec la N-VA et son patron Bart De Wever, bourgmestre d'Anvers, qui soutiendrait une ligne dure à l'égard de Kinshasa. ■

**C.B. et Ph.Db.**